

Les relations avec la Chine après la pandémie



STEPHEN DAVIES ET SYED KAMALL* • Novembre 2020

Résumé

- La pandémie a provoqué une réorientation fondamentale de la politique étrangère des États-Unis et de l'Europe. Si avant la pandémie, la politique de Pékin suscitait des inquiétudes croissantes, aujourd'hui beaucoup craignent une nouvelle guerre froide.
- Ces craintes sont fondées sur une mauvaise compréhension des motivations de la Chine : contrairement à l'Union soviétique, la Chine ne cherche pas l'hégémonie et ne veut pas non plus exporter son système politique et économique, ni l'imposer à d'autres nations. Au contraire, le pays s'efforce de devenir à la fois une nation modèle que les pays en développement peuvent imiter et le régulateur dominant du système international. La priorité n'est pas la conversion idéologique des autres nations, mais plutôt la recherche d'une plus grande autodétermination.
- La stratégie du dialogue constructif ne semble plus fonctionner. C'est regrettable, car une politique de confrontation avec la Chine pourrait être économiquement coûteuse et politiquement dangereuse.
- Il existe une alternative pour promouvoir plus efficacement l'objectif d'un monde plus libre et plus pacifique : la « diplomatie des peuples ». Il s'agit d'une stratégie des militants pacifistes libéraux, qui vise à organiser davantage de contacts au niveau de la société civile, en contournant les relations diplomatiques officielles. Cette stratégie est plus susceptible d'entraîner des changements sociaux et culturels, car les connexions et les échanges directs n'ont plus seulement lieu au niveau des gouvernements et des grandes entreprises, mais directement entre les populations.

* Stephen Davies est chef du département de la formation à l'Institut des affaires économiques (IEA) à Londres. Syed Kamall est chef de recherche à l'IEA et professeur de politique et de relations internationales à la St. Mary's University à Twickenham.

La pandémie a fait plus que provoquer une crise sanitaire et économique. Elle provoque une réorientation majeure de la politique étrangère des États-Unis et de l'Europe. Au cœur de cette réorientation se trouve la question de l'évolution de leurs relations avec la Chine. Nous sommes en train de passer d'une ère de dialogue constructif ou d'internationalisme libéral à des relations plus réalistes et conflictuelles avec la Chine – Une autre voie existe-elle ? Il est important que les démocraties libérales examinent cette question avec soin, car des réponses incorrectes pourraient être à la fois coûteuses économiquement et dangereuses politiquement. Elles risqueraient de déboucher sur une seconde guerre froide. L'histoire, y compris celle de la première guerre froide, suggère qu'il existe une alternative à la simple confrontation et à la concurrence militaire, qui pourrait être plus efficace pour promouvoir l'objectif d'un monde plus libre et pacifique.

Réforme et ouverture

À la fin des années 1970, Deng Xiaoping est devenu le chef suprême de la Chine et a introduit une série de réformes économiques. Dans plusieurs cas, ces réformes n'étaient pas des mesures imposées d'en haut. Le Parti communiste chinois (PCC) n'a fait que reconnaître et approuver les changements qui s'étaient déjà produits au niveau local en les inscrivant dans un cadre juridique.

On a donné aux agriculteurs chinois le contrôle et la responsabilité de leur production et de leurs bénéfices, ce qui a conduit à une augmentation de la production agricole. De nombreuses entreprises industrielles se sont libérées du contrôle et de la supervision de l'État central, permettant aux directeurs d'usine de déterminer les niveaux de production et de garantir des profits pour leur entreprise.

En acceptant et en reconnaissant ces transformations spontanées de la base vers le sommet, puis en les encourageant à aller plus loin en les inscrivant dans un cadre juridique, Deng a fait deux choses. Premièrement, il a transformé de manière spectaculaire les performances de l'économie chinoise. Ensuite, et c'est probablement le plus important de son point de vue, il a tourné la transformation à l'avantage du PCC et lui a permis de garder le contrôle, voir même de renforcer paradoxalement sa mainmise sur la société chinoise.

Le Parti s'est aligné sur une transformation de la société chinoise et a donc pu la diriger dans une certaine mesure, et l'utiliser pour étendre son pouvoir. Cela explique à la fois pourquoi les espoirs que les observateurs occidentaux plaçaient dans la modernisation économique se sont avérés déplacés et aussi pourquoi, malgré son succès, le leadership chinois, sous la forme du PCC, reste vulnérable. Dans le domaine des affaires étrangères, Deng a renforcé les liens commerciaux et culturels de la Chine avec l'Occident. Il a par ailleurs ouvert les entreprises chinoises aux investissements étrangers. En réponse, les États-Unis et les pays européens ont suivi une politique de soutien aux réformes et ont renforcé leur collaboration avec la Chine sur le plan économique, notamment en l'admettant comme membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il y avait évidemment des avantages économiques pour la Chine et les pays occidentaux, mais on pensait aussi qu'en intégrant la Chine dans l'économie mondiale et en encourageant les échanges entre les personnes vivant en Occident et en Chine, un certain nombre d'avantages non économiques en découleraient. L'idée était qu'à mesure que la classe moyenne se développerait en Chine et que le niveau de vie s'améliorerait, parallèlement à l'augmentation des contacts avec le monde extérieur et à une meilleure prise de conscience de celui-ci, une plus grande ouverture à l'intérieur même de la Chine en résulterait. Ce qui devait entraîner une pression en faveur d'un changement politique et d'une plus grande place laissée aux individus. La combinaison entre l'économie de marché et la prospérité devait naturellement conduire à plus de liberté et même à la démocratie. Sur le modèle de la transformation de la Corée du Sud, passée d'une dictature militaire à une démocratie dans les années 1980.

Des préoccupations voient le jour

En ce qui concerne les relations internationales, l'intégration de la République populaire par l'Occident dans les institutions internationales et multilatérales telles que l'OMC peut être comprise dans le cadre de la théorie de l'internationalisme libéral. Cette approche préconise la diplomatie et le multilatéralisme comme les stratégies les plus appropriées à poursuivre par les États, et considère le conflit et la confrontation comme la politique de dernier recours. Les défenseurs de cette approche vont plus loin et défendent des organisations internationales, telles que les Nations unies, et un ensemble de lois et de traités qu'elles génèrent, comme régissant les relations entre les États.

Ces dernières années, les commentateurs américains, européens et certains asiatiques ont commencé à se demander sérieusement si ces promesses fonctionnaient dans la réalité. De nombreuses voix expriment de plus en plus d'inquiétudes quant à la répression par le gouvernement chinois de la dissidence interne, des violations des droits de l'homme, de la politique étrangère agressive, de l'aveuglement face aux violations des droits de propriété intellectuelle, des cyberattaques, de l'espionnage technologique et de la manipulation des devises. En outre, les dirigeants chinois ont refusé de s'engager auprès des organismes et des accords internationaux d'une manière qui limiterait ou restreindrait la souveraineté de l'État chinois (mais pour être honnête, ils ne sont pas les seuls à le faire).

Il semble que l'intégration internationale n'ait pas freiné l'autoritarisme en Chine. Les Nations unies ont rapporté qu'au moins un million de Ouïgours et d'autres musulmans sont détenus dans des camps dans la province reculée du Xinjiang. Le Royaume-Uni est devenu l'un des principaux critiques de ces dérives, condamnant avec d'autres pays la détention de musulmans par le gouvernement chinois. Cette démarche n'a pas fait l'unanimité. En réponse, un groupe de 54 pays, dirigé par le Belarus, a apporté son soutien à la Chine. Elle a également suscité une réponse de

37 pays, dont plusieurs pays à majorité musulmane tels que l'Arabie saoudite, la Syrie, le Pakistan, Oman, le Koweït, le Qatar, les Émirats arabes unis et Bahreïn, saluant le bilan de la Chine en matière de droits de l'homme.

Ce manque flagrant de solidarité avec leurs frères musulmans en Chine s'explique probablement par les piètres résultats de ces pays en matière de droits de l'homme, par leur opposition à ce que les pays occidentaux encadrent le débat sur ces droits, ainsi que par leurs préoccupations concernant le terrorisme et l'extrémisme. La patiente diplomatie du gouvernement chinois pour renforcer son influence dans le monde est un autre facteur contribuant au niveau de soutien dont bénéficie la Chine dans les forums internationaux. En 2019, la Chine a dépassé les États-Unis en termes de nombre de missions diplomatiques.

Ces dernières années, le gouvernement chinois a également fait adhérer d'autres pays à son initiative dite « Belt and Road Initiative » (BRI), qui a été décrite par certains comme étant « une campagne soutenue par l'État pour dominer le monde ». Des interprétations plus pragmatiques considèrent la BRI comme un « plan Marshall chinois », soit un plan de relance pour une économie en ralentissement ou une campagne de marketing massive pour les investissements directs étrangers (IDE) chinois. Les Chinois préfèrent la voir comme une nouvelle route de la soie, comprenant un réseau de chemins de fer, d'oléoducs et de routes vers l'ouest via l'Asie centrale et l'Asie du Sud-Est et des routes maritimes le long de l'océan Indien, de l'Asie du Sud-Est jusqu'en Afrique de l'Est et dans certaines parties de l'Europe. Entre 60 et 70 pays, représentant les deux tiers de la population mondiale, souhaitent y participer ou ont manifesté leur intérêt. Le coût total a été estimé à plus de mille milliards de dollars américains. Les avantages diplomatiques de la BRI sont de plus en plus reconnus par la communauté diplomatique. Un diplomate occidental dont le pays a signé la lettre condamnant le traitement réservé par la Chine aux Ouïgours musulmans a laissé entendre que « la Chine commençait à demander des faveurs en retour de ses investissements. Et que ce n'était que le début ». La BRI a également un objectif stratégique et géopolitique clair, au-delà de tout avantage économique ou diplomatique, dans la mesure où elle limite la capacité de la marine américaine à interdire ou à perturber les routes commerciales et d'approvisionnement. Elle a donc un objectif à la fois économique, diplomatique et géostratégique. Ces coalitions opposées aux Nations unies et ces manœuvres géopolitiques peuvent sembler rappeler la guerre froide, lorsque le bloc dirigé par les États-Unis rivalisait avec le bloc dirigé par l'Union soviétique, pour l'hégémonie mondiale, ce qui a abouti à un équilibre des pouvoirs.

Alors que les actions du gouvernement chinois dans le Xinjiang et ailleurs ont suscité des critiques de plus en plus nombreuses, son comportement au début de la pandémie a fait enrager les décideurs politiques occidentaux. Ses actions ultérieures ont confirmé la suspicion croissante que la Chine pourrait être plutôt une menace qu'un partenaire fiable, tant sur le plan géopolitique qu'idéologique. Ces facteurs, ainsi que le sentiment latent de frustration et de déception face à l'échec de la mise

en place d'une gouvernance chinoise plus démocratique, conduisent aujourd'hui à une sérieuse réévaluation des positions occidentales.

La pandémie comme déclencheur

Il y a un consensus général sur le fait que la Chine a mal géré le début de l'épidémie du Covid-19. Non seulement les autorités chinoises ont tardé à informer l'Organisation mondiale de la santé (OMS), conformément aux dispositions du règlement sanitaire international, mais ce qui est plus grave, certains rapports suggèrent que le gouvernement chinois a tenté de dissimuler l'épidémie. Plutôt que d'admettre ses erreurs dans sa gestion initiale de l'épidémie, le gouvernement chinois s'est lancé dans ce que l'on a appelé la « diplomatie du masque », en envoyant ses experts partout dans le monde et en expédiant des masques médicaux et des ventilateurs aux pays qui en avaient besoin. Dans le même temps, les diplomates chinois sont devenus de plus en plus agressifs dans leur langage, accusant les critiques de vouloir par la sorte couvrir leur propre mauvaise réaction à la pandémie. Le comportement diplomatique de la Chine s'explique de diverses manières. L'une d'elles est le concept de « sauver la face », qui est une partie importante de la culture chinoise. Plutôt que d'avouer ses erreurs, le gouvernement chinois préfère se mettre en avant et être considéré comme faisant partie de la solution. D'où son enthousiasme pour l'envoi de matériel, notamment dans les pays voisins. Une autre explication est que le gouvernement chinois ne souhaite plus être vu dans une position de soumission et qu'il encourage donc une nouvelle génération de diplomates, plus offensifs.

Cette agressivité diplomatique s'est accompagnée d'actions belliqueuses de la part des services militaires et de sécurité chinois en Asie de l'Est et du Sud. En outre, le gouvernement chinois a annoncé une nouvelle loi sur la sécurité nationale à Hong Kong qui, selon les critiques, va enterrer le modèle « d'un pays, deux systèmes » adopté lorsque le Royaume-Uni a rendu sa souveraineté à la Chine en 1997.

Une nouvelle guerre froide ?

Cette intensification des activités diplomatiques et militaires, alors que le reste du monde se concentre sur la pandémie, fait craindre une nouvelle guerre froide. Il existe toutefois une différence entre la première « guerre froide » et le phénomène actuel. Car la guerre froide est une situation de concurrence idéologique où au moins une des puissances cherche à répandre son idéologie ou son système politique. C'est cet élément de prosélytisme qui élève à un niveau supérieur la concurrence normale, pour l'obtention d'un avantage. Est-ce que la situation actuelle répond à cette définition ? Les activités de la Chine dans son voisinage peuvent s'expliquer en partie par une certaine motivation défensive explicable par la détermination de ne plus jamais être dominée par des puissances étrangères. Les souvenirs des actions des Britanniques pendant les guerres de l'opium et les occupations japonaises sont encore vifs. En 2019, le bureau d'information du Conseil d'État chinois a publié un livre blanc intitulé « La défense nationale de la Chine à l'ère nouvelle », dans lequel on apprend

que contrairement à la guerre froide, où les États-Unis et l'Union soviétique se disputaient l'hégémonie « la Chine ne cherchera jamais l'hégémonie » aujourd'hui. Il explique que « la Chine a toujours eu la volonté inébranlable de s'efforcer de créer un environnement international pacifique et favorable à son propre développement ». Cette affirmation correspond en fait au schéma historique de la politique chinoise, qui n'a jamais cherché à établir une forme de domination ou d'hégémonie impériale directe sur des régions éloignées ou des parties du monde à forte population.

Les dirigeants chinois ne sont pas non plus engagés dans le type de prosélytisme de leur propre système politique et économique que pratiquait l'Union soviétique. Il n'existe aucun réseau de partis dans le monde qui cherchent à aligner leur propre pays sur une idéologie promue par la Chine. Les dirigeants chinois ne cherchent pas non plus à imposer à d'autres États des gouvernements qui sont idéologiquement semblables – ce sont des clients qu'ils recherchent, pas des satellites. Ce que nous pouvons observer est quelque chose de plus subtil. Il y a une concurrence pour devenir la nation modèle que les autres cherchent à imiter, en particulier en ce qui concerne les pays qui se développent économiquement. Il y a également une ambition de devenir l'autorité dominante dans le système commercial et financier international, supplantant les États-Unis et l'UE. Il ne s'agit donc pas tant de pouvoir, sauf dans la région de l'Asie de l'Est, que d'être libéré des règles déterminées par d'autres et de devenir un faiseur de règles ainsi que le principal modèle de développement.

En termes de géopolitique, les ambitions de la Chine pour son développement sont à analyser dans le contexte des théories commerciales internationales d'investissement direct à l'étranger, en particulier dans le but de s'assurer des ressources et des actifs stratégiques. Les entreprises chinoises, qu'il s'agisse d'entreprises d'État ou non, qui ont toutes des liens avec les plus hauts niveaux du Parti communiste chinois, s'engagent dans des IDE puisqu'elles ont besoin d'accéder non seulement aux marchés mais aussi aux ressources – telles que les matières premières ou la main-d'œuvre qualifiée – et aux actifs stratégiques tels que la technologie, le savoir-faire et la propriété intellectuelle. Comme la Chine devient un investisseur extérieur net, le gouvernement chinois a intérêt à « protéger ses investissements extérieurs et à faciliter l'accès de ses entreprises aux marchés ». La nouvelle route de la soie évoquée plus haut s'inscrit dans cette réalité.

L'heure du choix

Même si une nouvelle guerre froide n'est pas à l'horizon, il est certainement vrai que le Covid-19 a provoqué une réévaluation radicale de la nature de l'État chinois et de la réponse appropriée que doit adopter la politique étrangère occidentale à celle-ci. La vision traditionnelle des théoriciens occidentaux des relations internationales, qui voient la politique étrangère comme un choix entre une stratégie réaliste de limitation de l'équilibre des pouvoirs ou la poursuite de l'engagement internationaliste libéral actuel, est sans doute fondée sur des hypothèses dépassées et une mauvaise compréhension de l'orientation et des objectifs de l'élite chinoise. La Chine

continuera à poursuivre et à protéger ses propres intérêts. De fait, il faut peut-être croire le gouvernement lorsqu'il affirme ne pas vouloir être une puissance hégémonique dans le système international. La réévaluation des hypothèses actuelles peut aider à éviter une seconde guerre froide, qui aurait un coût économique et politique énorme. On craint également que cela n'alimente en fait l'autoritarisme, non seulement en Chine mais aussi dans les démocraties libérales. Le problème pour ceux qui soutiennent les principes libéraux et l'État de droit est que ceux-ci sont minés par une concurrence soutenue et intense, même si elle n'est pas une guerre pure et simple. Les mesures qu'il est facile de prendre pour des raisons de sécurité nationale violent souvent des principes tels que la liberté d'expression et d'association ou les droits fondamentaux. Le danger est que ce type de dérogation finisse par s'enraciner.

Mais si la Chine ne doit pas être considérée comme une puissance expansionniste, comment doit-elle être perçue ? La stratégie utilisée dans la quête de ressources et d'atouts stratégiques de la Chine révèle un fort élément de différence idéologique. Par exemple, alors que les pays occidentaux cherchent à assortir l'aide financière aux pays africains de conditions visant à atteindre des objectifs de bonne gouvernance, l'aide chinoise apporte du capital et est associée à des matériaux et à de la main-d'œuvre pour réaliser et achever des projets d'infrastructure, sans aucune des exigences de bonne gouvernance sur lesquelles insistent les pays occidentaux.

Contrairement aux tentatives de l'Occident de diffuser ce que les critiques considèrent comme des préférences idéologiques par le biais de leurs programmes d'aide à l'étranger, la stratégie du gouvernement chinois crée l'apparence d'une situation gagnant-gagnant. En fournissant des infrastructures telles que des routes, des chemins de fer et des centrales électriques pour aider au développement économique en échange de l'accès aux ressources dont les entreprises chinoises ont besoin. Cependant, dans les faits le résultat est contesté. Le gouvernement sri-lankais a par exemple accepté de céder son port sud de Hambantota à la Chine sur la base d'un bail de 99 ans, après avoir été incapable de payer ses dettes aux entités contrôlées par l'État chinois. Certains suggèrent que cela fait partie d'une stratégie délibérée qui voit la Chine proposer à ses partenaires d'accepter des plans d'investissement préjudiciables à leur pays à long terme, et utilise ensuite les dettes pour acquérir le projet ou une influence politique dans ce pays. En revanche, les médias chinois considèrent, dans cet exemple, qu'il s'agit de renflouer le gouvernement sri-lankais, ce qui reste donc une situation gagnant-gagnant.

Même si l'Occident continue de considérer la politique étrangère de la Chine comme source d'une potentielle nouvelle guerre froide, cela ne signifie pas nécessairement que nous soyons confrontés à un simple choix entre l'endiguement et la confrontation. Il existe une troisième voie. Une autre façon d'aborder ce défi. C'est ce que les libéraux du XIXe siècle ont appelé la « diplomatie du peuple », une stratégie développée par des militants libéraux classiques, afin d'atteindre plus de paix dans le monde.

L'idée centrale est que pour changer les relations entre les États, il faut contourner les relations diplomatiques officielles. Il faut encourager les connexions et les

échanges directs entre les individus des deux communautés politiques. De cette façon, les relations officielles entre les gouvernements seraient complétées par des contacts organisés et informels entre des personnes privées. Cette approche créerait des liens et des échanges directs entre les populations de différents pays, entre les peuples, en sus des discussions entre gouvernements et grandes entreprises. En plus d'être distincte de la diplomatie formelle, cette approche dépasse les relations commerciales. L'accent est plutôt mis sur les contacts personnels et l'échange d'idées. Cela va au-delà de l'idée d'encourager des liens plus directs et une compréhension mutuelle. Dans le contexte d'une lutte idéologique entre les systèmes politiques et les gouvernements, la finalité est que ces échanges permettent de diffuser des idées, de renforcer et d'encourager les dissidents et l'opposition dans l'État autoritaire, et de soutenir la cause de la liberté individuelle et ceux qui la défendent. Elle permet d'établir une ligne de démarcation claire entre les autres personnes dans leur ensemble et les dirigeants (en l'occurrence le Parti communiste chinois et ses partisans). L'objectif est de rendre les conflits armés moins probables en augmentant le nombre et l'importance des connexions entre simples citoyens. Tout en répandant le soutien aux idées libérales et en aidant les mouvements indigènes et nationaux qui s'engagent pour plus de liberté.

C'est la politique utilisée par les abolitionnistes dans le cadre de la lutte pour la fin de l'esclavage. Les abolitionnistes du Nord ont travaillé avec des sympathisants du Sud pour soutenir les esclaves en fuite et pour diffuser la littérature attaquant cette pratique inhumaine. Bien qu'elle n'ait pas toujours été appelée ainsi, cette stratégie a également été employée avec un certain succès dans les dernières phases de la guerre froide. Au début des années 1980, des penseurs anticommunistes tels que David Marsland et Roger Scruton ont fait passer des livres en contrebande et donné des conférences derrière le rideau de fer, tout en aidant les réfugiés politiques à prendre conscience de la répression dans leur pays d'origine. Un autre aspect a été l'organisation d'efforts pour soutenir des dissidents tels que Vaclav Havel ou Andrei Sakharov et, au-delà, pour établir des contacts avec des citoyens ordinaires en Union soviétique et dans d'autres États communistes. Ce type de prosélytisme était indépendant des efforts de propagande officiels des gouvernements occidentaux. Il est clair qu'il existe une profonde fracture idéologique entre le régime chinois actuel et l'Occident. Il convient de la rendre explicite en se concentrant sur les points spécifiques de désaccord plutôt que de donner l'apparence de critiques générales de la « Chine » ou des « Chinois » qui donnent au gouvernement chinois des raisons d'accuser ses détracteurs occidentaux de racisme. Il pourrait être nécessaire de limiter les échanges commerciaux sensibles et de réagir plus fermement à des questions telles que la politique de la Chine au Xinjiang, la répression à Hong Kong et les attaques contre Taïwan et d'autres voisins asiatiques. Cela pourrait être complété par une multitude de contacts entre personnes privées, ainsi que des organisations et entreprises occidentales avec leurs homologues en Chine. Cette démarche peut évidemment s'avérer risquée pour une partie des habitants du pays.

Toutefois, ce type de contact de personne à personne doit être considéré comme beaucoup moins risquée dans l'ensemble qu'une confrontation militaire ouverte et, à plus long terme, plus susceptible de réussir. Une stratégie accordant une place prépondérante à la « diplomatie populaire » permettra en particulier d'éviter le piège de la consolidation du soutien interne au PCC au sein de la population chinoise, car il ne pourrait plus se présenter comme le porteur et le défenseur de la fierté nationale et de l'indépendance de la Chine. En outre, elle fait appel à la réalité évoquée au début de ce document, à la manière dont le développement interne depuis la mort de Mao doit être compris. Depuis lors, le PCC a réussi à intégrer les évolutions économiques et sociales spontanées de la base vers le haut, notamment en calquant ses propres intérêts sur ceux de la population en général. C'est une source de grande force mais aussi de vulnérabilité. Une politique d'encouragement des contacts au niveau de la société civile offre la possibilité de favoriser les développements internes et de les aider à prendre des formes et des orientations que les dirigeants actuels trouveront beaucoup moins faciles à gérer.



INSTITUT LIBÉRAL
Au service de la liberté

Impressum

Institut Libéral
Boulevard de Grancy 19
1006 Lausanne, Suisse
Tel.: +41 (0)21 510 32 00
liberal@libinst.ch

Cet article a été publié initialement anglais par l'Institut des affaires économiques de Londres (<https://iea.org.uk/>). Nous les remercions d'avoir autorisé l'Institut Libéral à traduire et publier ce texte en français.

Les publications de l'Institut Libéral se trouvent sur www.institutliberal.ch.

Disclaimer

L'Institut Libéral ne prend aucune position institutionnelle. Toutes les publications et communications de l'Institut contribuent à l'information et au débat. Elles reflètent les opinions de leurs auteurs et ne correspondent pas nécessairement à l'avis du Comité, du Conseil de fondation ou du Conseil académique de l'Institut.

Cette publication peut être citée avec indication de la source.
Copyright 2020, Institut Libéral.